



caisse
cantonale neuchâteloise
de compensation

caisse cantonale
neuchâteloise de compensation
pour allocations familiales

rapport de gestion

+ -
2011



Introduction	Situation sur le plan fédéral	2
	Situation sur le plan cantonal	2
	Situation de la Caisse sur le plan interne	2-3
	Rapport d'activité 2011 de la commission de gestion	3-4
Présentation et organisation de la caisse	Statut	5
	Tâches	5
	Informations au public	5
	Organigramme au 31 décembre 2011	6
Informatique	Collaboration avec notre partenaire informatique Soreco Publica AG	7
	Collaboration avec notre partenaire inform. Futura Management AG	7
	Collaboration avec notre partenaire informatique SIEN	7
2011 en chiffres-clé		8
Activités des services	Fichier central des affiliés	9
	Cotisations	9
	Contrôles d'employeurs	10
	Certificats d'assurance AVS et comptes individuels	11
	Contentieux	12
	Prestations AVS et AI	13
	Prestations complémentaires	14
	Contrôles en matière de prestations complémentaires	14-15
	Allocations pour perte de gain	16
	Allocation de maternité fédérale	16
	Allocations familiales dans l'agriculture/viticulture (loi fédérale)	17
Résultats comptables		18-22



Statut, tâches, immeubles et FFPP		23
Activités des services	Cotisations	24
	Contrôles d'employeurs	24
	Allocations familiales	24-25
Résultats comptables		26-27



Mesdames, Messieurs,
Comme chaque année, nous vous présentons les activités de notre institution.

Situation sur le plan fédéral

Nous relevons plusieurs modifications législatives au 1^{er} janvier 2011, à savoir :

- augmentation du taux de cotisations à l'assurance-chômage à 2,2% pour les salaires jusqu'à Fr. 126'000.- par an et introduction d'une contribution de solidarité de 1% pour les salaires de Fr. 126'001.- à Fr. 315'000.- par an;
- augmentation du taux de cotisations aux allocations pour perte de gain (APG) à 0,5%;
- adaptation de la cotisation minimale et du barème dégressif des cotisations AVS/AI/APG pour les personnes de condition indépendante;
- adaptation de la cotisation AVS/AI/APG minimale et maximale pour les personnes sans activité lucrative;
- augmentation des rentes AVS/AI et des rentes de survivant de 1,75% en moyenne;
- augmentation des allocations pour impotent de l'AVS;
- adaptations des forfaits fédéraux concernant les montants annuels des prestations complémentaires AVS/AI destinés à la couverture des besoins vitaux;
- mise en production du registre fédéral des allocations familiales.

Situation sur le plan cantonal

Les membres de la commission de gestion de la CCNC et de la commission consultative de la Caisse cantonale neuchâteloise de compensation pour allocations familiales se sont réunis le 28 octobre 2011 à Auvernier. Le rapport d'activité de cette commission est intégré à la page 3 du présent rapport. Il fait état des événements qui ont marqué les activités de la caisse durant cet exercice.

2011 est l'année d'entrée en vigueur de la nouvelle contribution au Fonds pour la formation et le perfectionnement professionnels (FFPP) facturé désormais sur la masse salariale forfaitaire soumise aux allocations familiales au taux de 0,056%.

Des travaux préparatoires ont été nécessaires dans la perspective de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'accueil de la petite enfance (LAE) au 1^{er} janvier 2012. La CCNC a activement collaboré à la rédaction du règlement d'exécution dans le chapitre concernant la perception de la participation financière des employeurs.

En ce qui concerne les prestations complémentaires AVS, plusieurs facteurs déterminant le montant des prestations versées sont intervenus au cours de l'année. Le nouveau régime fédéral de financement des soins, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2011, a influencé favorablement les dépenses. Par contre, le report de l'application de la loi cantonale sur le financement des établissements médicaux-sociaux (LFinEMS) a nécessité une demande de crédit supplémentaire, afin de faire face à l'augmentation des dépenses. Enfin, les tarifs pratiqués par les établissements médicaux-sociaux ont été fixés définitivement par arrêté du Conseil d'Etat au cours du premier semestre 2011 et appliqués de manière rétroactive dès le 1^{er} janvier 2011. Certains de ces éléments n'avaient pas pu être pris en compte, puisqu'ils étaient inconnus au moment de l'établissement du budget.

Situation de la caisse sur le plan interne

Depuis le 6 avril 2011, notre institution utilise un nouveau programme informatique (NIL - Neue Informatik Lösung) pour la gestion des cotisations, des comptes individuels, des allocations familiales, des allocations pour perte de gain et des allocations de maternité. L'adoption de ce nouvel outil de travail a nécessité une réflexion sur les processus et les méthodes de travail, ainsi que sur les cahiers des charges de chaque collaboratrice et collaborateur de la CCNC. Un nouveau service "Perception et allocations" a été créé. Ce dernier comporte les groupes "Cotisations paritaires", "Cotisations personnelles", "Comptabilité courante et contentieux" et, enfin,

**LA NOUVELLE
ORGANISATION EST
EFFICIENTE.**



"Comptabilité générale". Outre le fait d'adapter la structure organisationnelle de notre institution au nouvel outil informatique, un des autres objectifs visé est le développement de la polyvalence des collaboratrices et des collaborateurs, ainsi que l'amélioration de la qualité de nos services à la clientèle.

Le présent rapport de gestion comporte des statistiques produites par le nouvel outil et les résultats ne sont, par conséquent, pas toujours comparables aux données des années précédentes. Dès lors, certains tableaux ont été adaptés.

La composition de la commission du personnel de notre caisse a été renouvelée en mars 2011. Conformément à nos directives internes, une élection a été organisée. Ses membres se sont réunis à deux reprises, soit le 24 mai et le 27 septembre 2011.

Rapport d'activité 2011 de la commission de gestion



RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL

DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIE

LE CONSEILLER D'ÉTAT
CHEF DU DÉPARTEMENT

Commission de gestion de la Caisse cantonale neuchâteloise de compensation (CCNC)
Commission consultative de la Caisse cantonale de compensation pour allocations
familiales

Rapport d'activité 2011

Introduction

Pour rappel, la commission de gestion est chargée de veiller au bon fonctionnement de la CCNC. L'article 9 du règlement définissant son organisation et ses attributions exige l'établissement d'un rapport d'activité, faisant partie intégrante du rapport annuel que dresse la CCNC en application de l'article 72, alinéa 4, de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants. Le présent document répond ainsi aux exigences réglementaires.

Composition

De compositions identiques, la commission de gestion de la CCNC et la commission consultative de la Caisse cantonale de compensation pour allocations familiales sont présidées par le chef du département de l'économie, Monsieur le conseiller d'Etat T. Grosjean. L'assemblée des membres des commissions permet de traiter des affaires des deux institutions. A l'exception de Monsieur T. Michel, conseiller communal à Val-de-Travers qui a intégré les commissions le 11 mai 2011, en remplacement de M. P.-A. Rumley démissionnaire, la composition n'a pas été modifiée.

Activités des commissions

La séance annuelle des commissions s'est déroulée le vendredi 28 octobre 2011 à la Station viticole cantonale à Auvernier.

Comme de coutume, un tableau de la situation générale de la caisse a été esquissé. La migration informatique des tâches relatives aux cotisations et allocations familiales sur le nouvel applicatif NIL (Neue Informatik Lösung) consistait l'un des enjeux majeurs de la CCNC durant l'exercice 2011. Exigeante en termes de force de travail, cette tâche a été menée à satisfaction grâce aux efforts des collaborateurs. Le secteur des prestations fera l'objet d'une opération identique sur une nouvelle application NIL+, en 2013.

Le secteur des allocations familiales suscite quelques préoccupations. Le budget de la caisse publique devrait enregistrer un déficit pour l'exercice 2012. Ces problèmes financiers, partagés par d'autres institutions privées, risquent de se péjorer encore à l'avenir par des modifications du régime cantonal d'allocations familiales. En effet, d'une part, une initiative du parti socialiste neuchâtelois vise une majoration des allocations familiales dans notre canton et, d'autre part, de nouvelles prescriptions fédérales intègrent les indépendants au dispositif des allocations familiales dès 2013. Ces nouvelles prestations pourraient peser lourdement sur les dépenses des caisses.



Rapport d'activité 2011 de la commission de gestion (suite et fin)

- 2 -

Une surcompensation des charges entre toutes les caisses d'allocations familiales actives dans le canton serait un outil permettant de réduire les disparités et d'introduire une solidarité entre les différents secteurs d'activités économiques des caisses. Toutefois, l'introduction d'un tel système, prévu par le droit fédéral et déjà en vigueur dans 13 cantons de notre pays, nécessiterait également une modification du droit cantonal.

L'entrée en vigueur de la loi sur l'accueil des enfants (LAE) est prévue au 1^{er} janvier 2012. Chargée de prélever la participation financière de ses affiliés, la CCNC, par sa caisse d'allocations familiales, a pris des mesures anticipées pour satisfaire à ces nouvelles obligations.

La caisse a fait l'objet d'un audit informatique dont le résultat est globalement bon. Une gestion pragmatique des risques est privilégiée.

L'audit mené par le Contrôle cantonal des finances en début d'année 2011, ordonné par le Conseil d'Etat pour évaluer la procédure budgétaire de la CCNC dans les domaines des prestations complémentaires AVS/AI, des remises de cotisations et des allocations familiales pour les personnes sans activité lucrative, a permis de confirmer que la méthodologie utilisée était adéquate et correcte. Quelques ajustements à la hausse pourraient toutefois être amenés dans l'évaluation des chiffres du taux de croissance des prestations complémentaires.

La CCNC a dû reconduire une procédure de demande de crédit supplémentaire urgent en faveur des prestations complémentaires AVS. Ce crédit sera compensé par le secteur prestations complémentaires AI. L'urgence a été requise pour assurer le paiement des prestations dans les délais usuels, qui précèdent la séance du Grand Conseil du mois de décembre. L'entrée en vigueur de la loi sur le financement des établissements médicaux-sociaux (LFinEMS) étant à nouveau reportée et fixée au 1^{er} janvier 2013, la CCNC devra déposer une nouvelle demande de crédit supplémentaire auprès du Grand Conseil au courant de l'année 2012.

Les budgets 2012 de la CCNC et de la Caisse d'allocations familiales ont été examinés et commentés.

Les rapports de révisions principales et les rapports de clôtures des comptes de l'exercice 2010, élaborés par l'organe de révision, PricewaterhouseCoopers SA, de la CCNC et de la Caisse cantonale de compensation pour allocations familiales ont été remis et portés à la connaissance des membres de la commission. Les synthèses du résultat des révisions et les conclusions des rapports relèvent que l'organisation et les processus de travail sont conformes aux dispositions légales et que la comptabilité est tenue avec exactitude.

Conformément à ses compétences déterminées par le règlement fixant l'organisation et les attributions de la commission de gestion du 27 août 2008, la commission a préavisé favorablement l'adaptation du taux de la contribution aux frais d'administration facturée aux personnes sans activité lucrative et aux étudiants. Actuellement fixé à 3% du montant des cotisations AVS/AI/APG, le taux sera porté dès le 1^{er} janvier 2012 à 5%.

En conclusion, les commissaires ont pris connaissance à la satisfaction générale des activités déployées par la CCNC depuis le 1^{er} janvier 2011.

Neuchâtel, le 31 décembre 2011

T. Grosjean

Conseiller d'Etat, chef du DEC
Président des commissions précitées



Statut

La Caisse cantonale neuchâteloise de compensation (CCNC) est une institution autonome de droit public dotée de la personnalité juridique. Fondée le 1^{er} janvier 1948 par le Canton, son administration est séparée de celle de l'Etat. La Caisse est soumise aux instructions ainsi qu'à la surveillance de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS).

L'organe de révision de la CCNC est la fiduciaire PricewaterhouseCoopers SA, Place Pury 13, case postale 2836, 2001 Neuchâtel. Il procède à deux révisions annuelles, soit une pour le contrôle des comptes de l'année précédente et une autre concernant l'application des dispositions légales.

Tâches

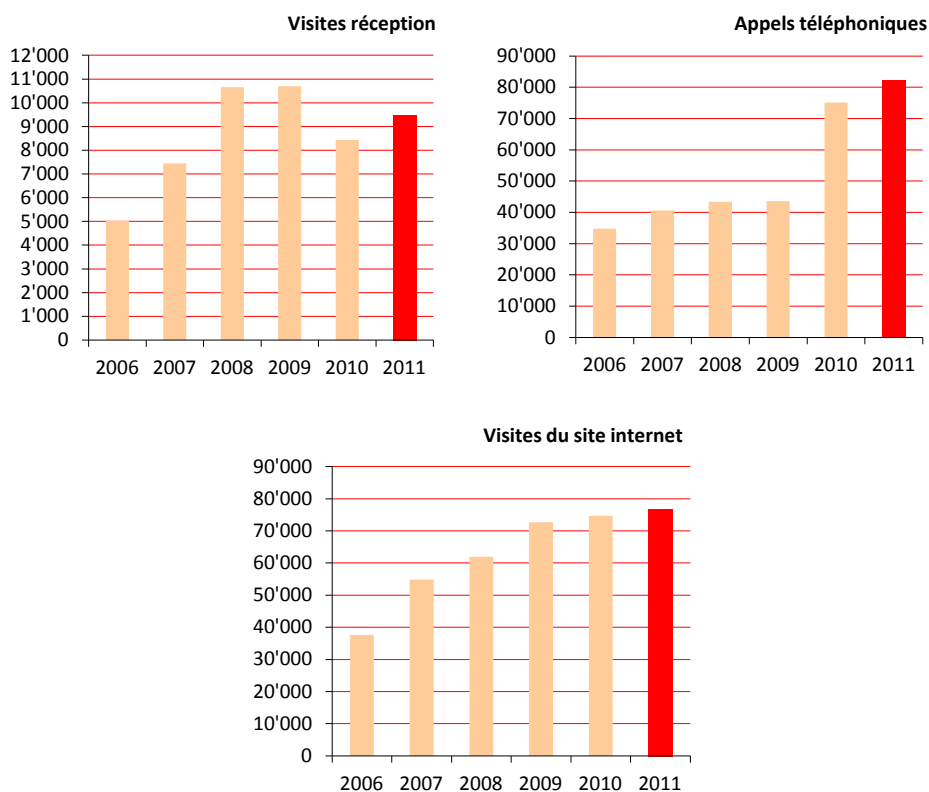
Conformément à la législation fédérale, la Caisse est chargée d'appliquer les dispositions prévues dans le domaine des assurances sociales, soit l'assurance-vieillesse et survivants (AVS), l'assurance-invalidité (AI), les allocations pour perte de gain et de maternité (APG), la perception des cotisations d'assurance-chômage (AC), la redistribution du produit de la taxe sur le CO2 et les allocations familiales dans l'agriculture (AFA). Elle est également l'organe de contrôle en matière d'affiliation des entreprises à la prévoyance professionnelle (LPP) et à l'assurance-accidents (LAA). D'autres tâches lui sont confiées par le Canton, telles que les prestations complémentaires (PC).

Les allocations familiales et la perception des contributions pour le Fonds pour la formation et le perfectionnement professionnels (FFPP) sont des domaines attribués à la Caisse cantonale neuchâteloise de compensation pour allocations familiales, dont l'administration est assurée par la CCNC.

Informations au public

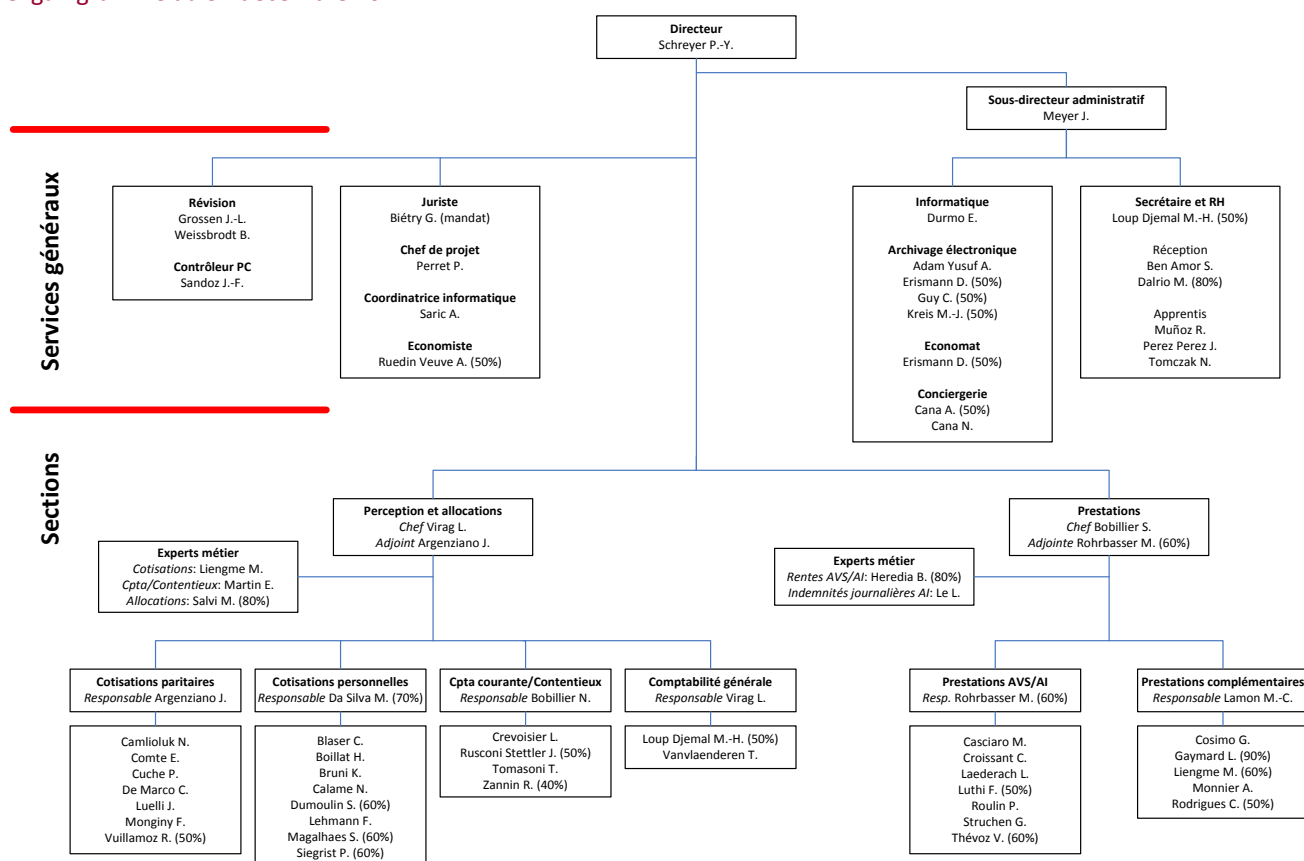
L'information au grand public s'est diffusée par voie de presse, par des cours de préparation à la retraite et par notre site internet.

Jusqu'en 2009, le nombre d'appels téléphoniques recense les seuls appels parvenus directement à la réception. Dès 2010, les statistiques comprennent également les appels directs aux collaborateurs des services.

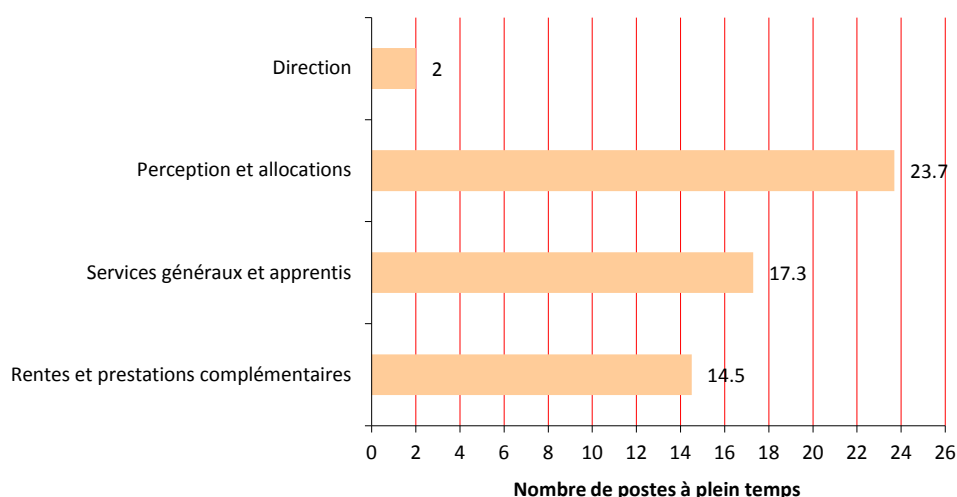




Organigramme au 31 décembre 2011



Le diagramme suivant illustre l'organisation générale de la Caisse au 31 décembre 2011, soit le nombre de postes de travail complets, qui se monte à 57.5, répartis selon les secteurs d'activités. A noter que nous collaborons avec les différentes instances cantonales dans le cadre de la réintégration professionnelle et que ces postes, ainsi que quelques postes de stagiaires, ne ressortent pas dans le diagramme ci-après.





Collaboration avec notre partenaire informatique Soreco Publica AG (ex HR Mathieu Software AG)

Toutes les modifications législatives fédérales et cantonales valables dès le 1^{er} janvier 2011 (voir le chapitre "Introduction" du présent rapport) ont été réalisées à notre entière satisfaction.

Collaboration avec notre partenaire informatique Futura Management AG

NIL (Neue Informatik Lösung) :

La mise en production de notre nouvel applicatif NIL (domaines des cotisations, de la comptabilité courante des affiliés, des comptes individuels, des allocations pour perte de gain, des allocations de maternité et des allocations familiales) a été réalisée avec succès le 6 avril 2011. Un audit informatique sur la procédure de migration a été effectué par PricewaterhouseCoopers et les résultats sont positifs. Après 9 mois d'exploitation, nous pouvons dire que cette application nous apporte entière satisfaction.

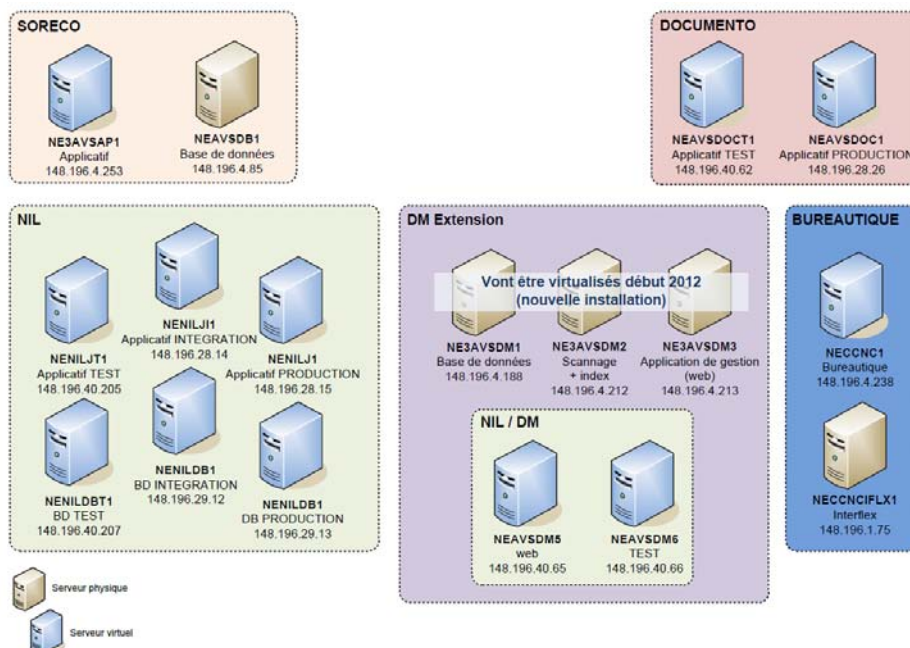
NIL/NIL+ (domaines des prestations et de la comptabilité générale) :

Le développement informatique découlant de 28 processus de travail et de 151 cas d'application a été poursuivi durant l'année 2011. Le degré d'aboutissement du projet est estimé à 65% à la fin de l'année 2011. Des premiers tests dans le domaine des rentes AVS/AI ont pu être effectués. L'interface avec la gestion des personnes de NIL a été réalisée. Les interfaces avec la comptabilité courante (NIL), PostFinance, la comptabilité générale et la Centrale de compensation doivent encore être réalisées. Pour notre caisse, il est prévu de passer en production en août 2013 sur cette nouvelle plateforme.

Collaboration avec notre partenaire informatique SIEN (Service Informatique de l'Entité Neuchâteloise)

Durant l'année 2011, deux serveurs ont été remplacés et virtualisés (applicatif Soreco et bureautique). Les serveurs insite AG ont été stoppés (NIL couvrant les tâches de ces serveurs). Suite à la migration sur NIL, un serveur d'impression de Soreco a également pu être stoppé.

LA CCNC VA RELEVER, CES PROCHAINES ANNEES, UN ENORME DEFII EN REMPLACANT L'ENSEMBLE DE SES APPLICATIONS INFORMATIQUES.





Cotisations AVS/AI/APG/AC/ALFA/AFA (en mio de francs)	2010	2011	+/- (%)
Cotisations paritaires AVS/AI/APG	208.854	222.631	6.60
Cotisations personnelles AVS/AI/APG	35.972	32.379	-9.99
Cotisations à l'assurance-chômage	39.020	45.236	15.93
Cotisations ALFA	44.951	46.796	4.10
Cotisations AFA (agriculture fédérale)	0.269	0.269	0.00
	329.066	347.311	5.54
Prestations AVS (en mio de francs)			
Rentes ordinaires AVS	372.612	388.131	4.16
Rentes extraordinaires AVS	0.489	0.605	23.72
Allocations pour impotents AVS	8.315	7.993	-3.87
	381.416	396.729	4.01
Prestations AI (en mio de francs)			
Rentes ordinaires AI	74.201	73.661	-0.73
Rentes extraordinaires AI	17.421	18.507	6.23
Allocations pour impotents AI	6.454	6.949	7.67
Indemnités journalières AI	6.140	6.269	2.10
	104.216	105.386	1.12
Prestations complémentaires (en mio de francs)			
Prestations complémentaires AVS	80.807	66.599	-17.58
Frais médicaux AVS	8.167	7.341	-10.11
Prestations complémentaires AI	42.934	41.386	-3.61
Frais médicaux AI	4.243	3.951	-6.88
	136.151	119.277	-12.39
Allocations pour perte de gain et de maternité fédérale (en mio de francs)			
Allocations pour perte de gain (APG)	7.021	7.711	9.83
Allocation de maternité fédérale (AMAT)	7.535	7.557	0.29
	14.556	15.268	4.89
Allocations familiales et de naissance (en mio de francs)			
Prestations ALFA aux salariés	46.134	44.362	-3.84
Prestations ALFA aux non-actifs	1.171	1.928	64.65
Prestations AFA (agriculture fédérale)	2.762	2.602	-5.79
	50.067	48.892	-2.35
Nombre d'affiliés			
Nombre d'affiliés CCNC (nouvel outil de statistiques dès le 01.04.2011)	28'051	24'999	-10.88
Contributions			
Contributions aux frais d'administration (en mio de francs)	4.814	4.900	1.79
Bilan comptable de la CCNC (en mio de francs)			
Réserves générales	4.004	4.330	8.14
Bénéfice	0.325	0.411	26.46
Bilan comptable de la Caisse ALFA (en mio de francs)			
Fonds de réserves	21.681	22.632	4.39
Bénéfice	-2.222	0.950	-

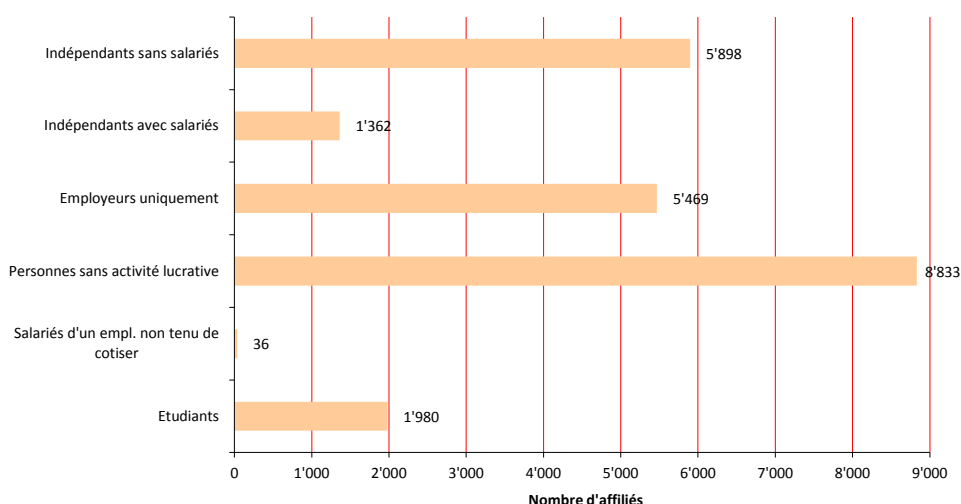


**NOS AFFILIES SONT AU
CENTRE DE NOS PREOC-
CUPATIONS.**

Fichier central des affiliés

Affiliés à la CCNC	Etat au 31.12.11
Indépendants sans salariés	5'898
Indépendants avec salariés	1'362
Employeurs uniquement	5'469
Personnes sans activité lucrative	8'833
Salariés d'un employeur non soumis à cotisations	36
Etudiants (pour lesquels la cotisation minimale a été facturée pour l'année 2010)	1'980
	24'999

Répartition des affiliés au 31 décembre 2011



Affiliés aux caisses professionnelles et interprof.

Etat au 31.12.11

10'754

Cotisations

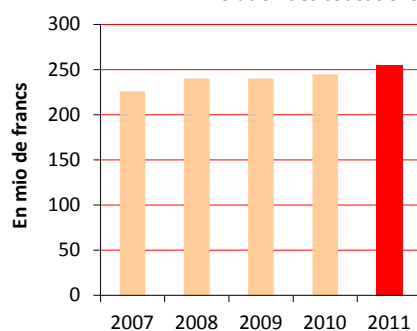
54 formulaires E101 (certificats de détachement) ont été attestés durant l'année 2011. Le service des non actifs a traité 1'557 cas de remises du paiement des cotisations pour les personnes émargeant aux services sociaux.

Pour l'année 2011, en ce qui concerne les indépendants, 8 oppositions ont été émises contre des décisions de cotisations et 1 contre la non reconnaissance du statut d'indépendant. Un recours a été interjeté contre une décision sur opposition. 5 oppositions sur intérêts moratoires sur cotisations personnelles pour indépendants ont été examinées. Toutes les oppositions ont été traitées par notre service.

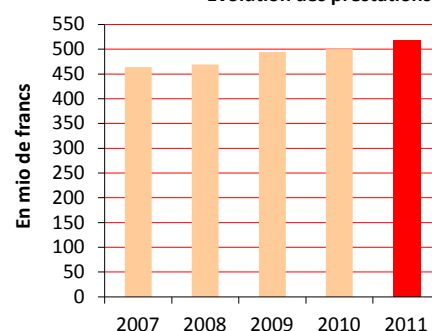
Pour les non actifs, il a fallu répondre en 2011 à 10 oppositions à des décisions de cotisations.

Les décisions établies en 2011 pour les étudiants n'ont provoqué ni opposition, ni recours.

Evolution des cotisations



Evolution des prestations





Contrôles d'employeurs

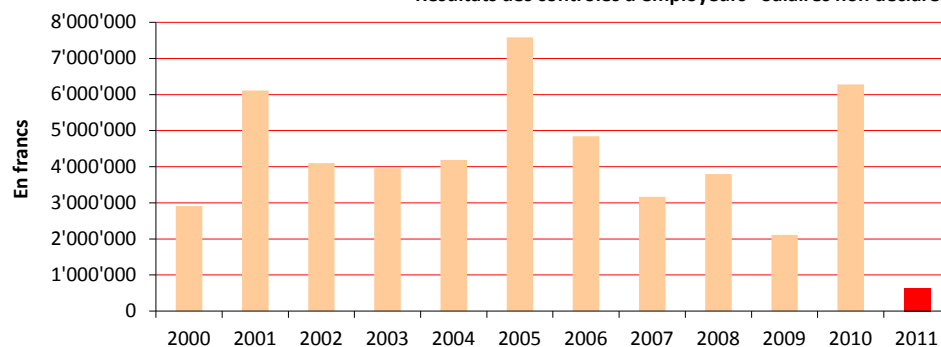
Durant l'exercice 2011, le secteur de révision a procédé à 106 contrôles dans le domaine de l'AVS/AI/APG/AC au siège des affiliés.

Des rectificatifs ont dû être établis dans 35 cas (soit le 33.01%) pour les montants suivants :

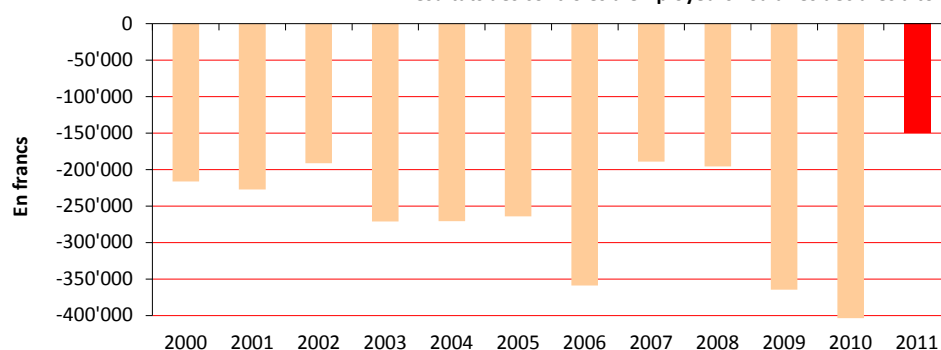
	Salaires Fr.	AVS/AI/APG Fr.	Frais d'adm. Fr.	AC Fr.	Intérêts Fr.
Non déclarés	646'858.00	65'351.85	1'145.80	11'093.05	9'515.35
Déclarés à tort	149'644.00	15'113.95	272.05	5'180.75	2'461.50

**DEPUIS CETTE ANNEE,
NOUS MANDATONS
EGALEMENT LA SUVA
POUR EFFECTUER DES
CONTRÔLES.**

Résultats des contrôles d'employeurs - Salaires non déclarés



Résultats des contrôles d'employeurs - Salaires déclarés à tort





Certificats d'assurance AVS et comptes individuels

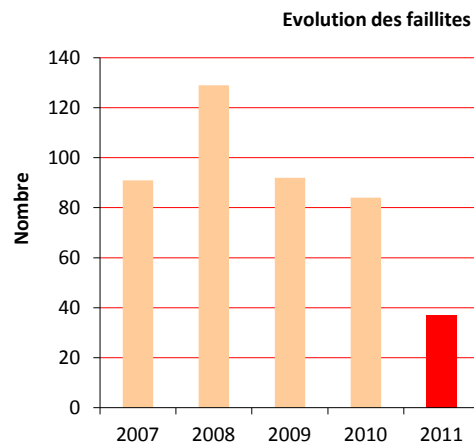
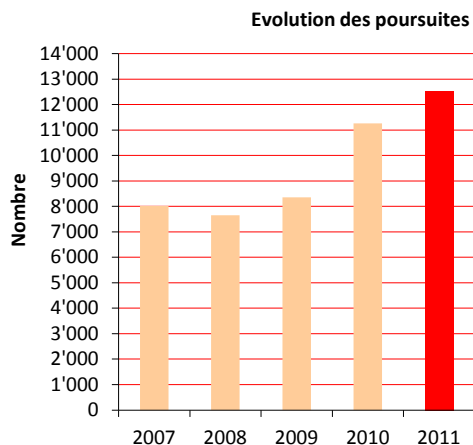
Etablissements d'un certificat d'assurance sans ouverture d'un compte individuel	2010	2011
Lors du début de l'assujettissement à l'obligation de cotiser	276	386
Lors de la demande de prestations pour une personne non soumise à cotisations	495	14
Lors de la modification de l'état personnel	61	34
Lors de l'attribution du numéro d'assuré à une personne non soumise à cotisations et à qui il n'est servi aucune prestation	581	591
Lorsque le certificat a été égaré	2'406	2'900
Lors de plusieurs certificats pour la même personne, lors d'un certificat dont toutes les cases sont utilisées, lors d'un certificat défectueux, lors d'un certificat portant un numéro d'assuré inférieur à onze chiffres	67	40
	3'886	3'965
Etablissements d'un certificat d'assurance avec ouverture d'un compte individuel		
Lors du début de l'assujettissement à l'obligation de cotiser	1'371	1'397
Lors de la modification de l'état personnel	8	1
Lorsque le certificat a été égaré	848	929
Lors de plusieurs certificats pour la même personne, lors d'un certificat dont toutes les cases sont utilisées, lors d'un certificat défectueux, lors d'un certificat portant un numéro d'assuré inférieur à onze chiffres	1	2
	2'228	2'329
Enregistrements d'un certificat d'assurance avec ouverture d'un compte individuel		
Lorsque le certificat est présenté	479	743
Lors de l'ouverture d'un compte individuel en l'absence du certificat AVS	15'050	7'627
Lors de la réouverture d'un compte individuel après un rassemblement	951	1'133
Lors de l'ouverture d'un compte individuel pour un rentier	25	421
	16'505	9'924
Rassemblements CC 24 sans ouverture d'un compte individuel		
En cas de rente AVS pour un assuré ayant l'âge de la retraite ou pour un assuré décédé	187	113
En cas de calcul prévisionnel de la rente AVS	551	515
Interne à la Caisse sans mention de l'employeur	118	76
Interne à la Caisse avec mention de l'employeur	6'019	5'080
En cas de splitting (partage des revenus)	547	678
Extraits de comptes à l'intention de l'assuré	1'409	1'184
	8'831	7'646
Rassemblements CC 24 avec ouverture d'un compte individuel		
En cas de rente AVS pour un assuré ayant l'âge de la retraite ou pour un assuré décédé	1'082	1'037
En cas de rente d'invalidité pour un assuré n'ayant pas l'âge de la retraite	266	283
	1'348	1'320
Comptes individuels		
Inscriptions sur les comptes individuels	91'801	89'408
Etat du fichier des comptes individuels au 31 décembre (actifs et passifs)	385'676	395'491



Contentieux

Durant l'exercice 2011, les intérêts moratoires de 5% par an dus par des débiteurs ont produit la somme de Fr. 587'170.87.

Evolution entre 2010 et 2011	2010	2011	+/- (%)
Rappels (depuis le 1 ^{er} avril 2011)	0	16'642	-
Sommations	15'699	12'799	-18.47
Sursis (arrangements)	716	975	36.17
Réquisitions de poursuites	7'161	8'124	13.45
Réquisitions de continuer la poursuite	3'915	4'247	8.48
Réquisitions de vente	182	158	-13.19
Mainlevées d'opposition	332	336	1.20
Faillites	84	37	-55.95
Créances irrécouvrables	220	101	-54.09
Actes de défaut de biens	1'976	1'352	-31.58
Actions en réparation de dommage (art. 52 LAVS)	29	28	-3.45
Oppositions	14	11	-21.43
Dénonciations pénales selon art. 87, al. 2 et/ou 3 LAVS	0	35	-
Dénonciations pénales selon art. 88, al. 3 LAVS	243	354	45.68
Dénonciations pénales selon art. 169 CPS	66	124	87.88





Prestations AVS et AI

L'évolution du nombre des bénéficiaires se présente comme suit :

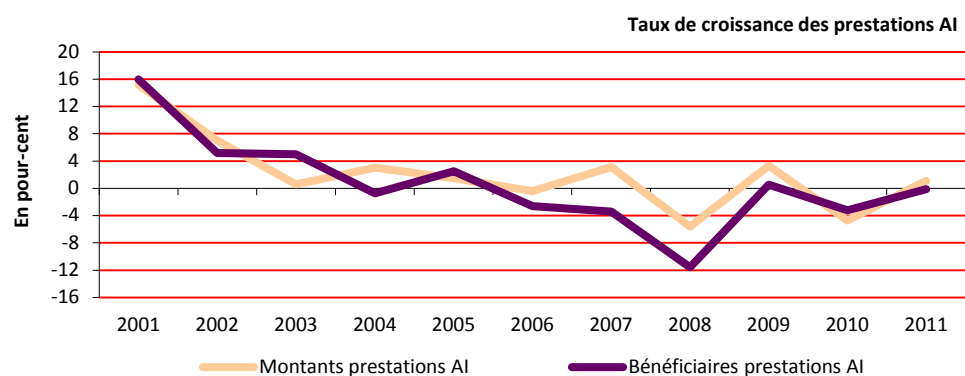
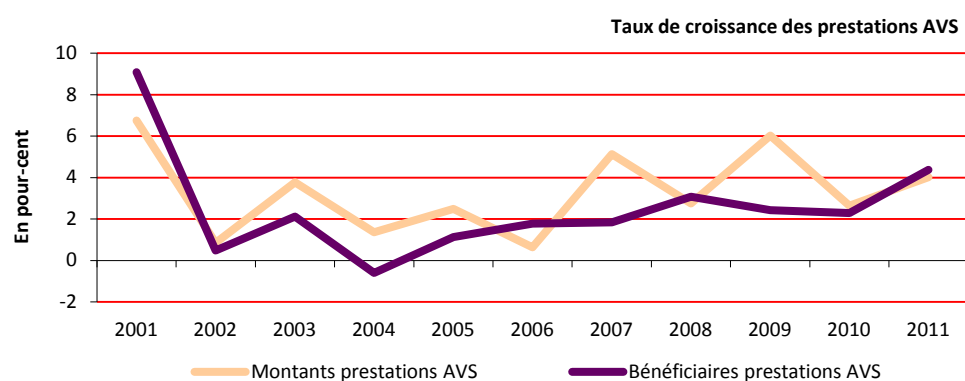
Rentes ordinaires AVS	2010	2011	+/- (%)
Rentes de vieillesse simples	16'613	17'276	3.99
Rentes de survivants	641	644	0.47
Rentes complémentaires pour conjoints	49	37	-24.49
Rentes d'orphelins simples	411	406	-1.22
Rentes d'orphelins doubles	2	2	0
Rentes complémentaires pour enfants	182	204	12.09
Allocations pour impotents	627	762	21.53
	18'525	19'331	4.35

Rentes extraordinaires AVS			
Rentes de vieillesse simples	31	36	16.13
Rentes d'orphelins simples	0	0	0.00
Rentes d'orphelins doubles	2	2	0.00
	33	38	15.15

Rentes ordinaires AI			
Rentes simples d'invalidité	3'169	3'129	-1.26
Rentes complémentaires pour enfants	1'241	1'198	-3.46
Rentes complémentaires doubles pour enfants	1	2	100.00
Allocations pour impotents	526	553	5.13
	4'937	4'882	-1.11

Rentes extraordinaires AI			
Rentes simples d'invalidité	863	906	4.98
Rentes complémentaires pour enfants	114	120	5.26
Rentes complémentaires doubles pour enfants	0	0	0.00
	977	1'026	5.02

LE NOMBRE TOTAL DE BÉNÉFICIAIRES DE PRESTATIONS AVS ET AI EN 2011 SE MONTE À 25'277.





Prestations complémentaires

L'évolution du nombre des bénéficiaires se présente comme suit :

Prestations complémentaires	2010	2011	+/- (%)
Prestations complémentaires sur rentes de vieillesse	4'430	4'439	0.20
Prest. complém. sur rentes de vieillesse extraordinaires	34	43	26.47
Prestations complémentaires sur rentes de survivants	157	179	14.01
Prestations complémentaires sur rentes d'invalidité	2'120	2'013	-5.05
Prest. complém. sur rentes d'invalidité extraordinaires	709	730	2.96
Prest. complém. sur indemnités journalières AI	13	10	-23.08
	7'463	7'414	-0.66

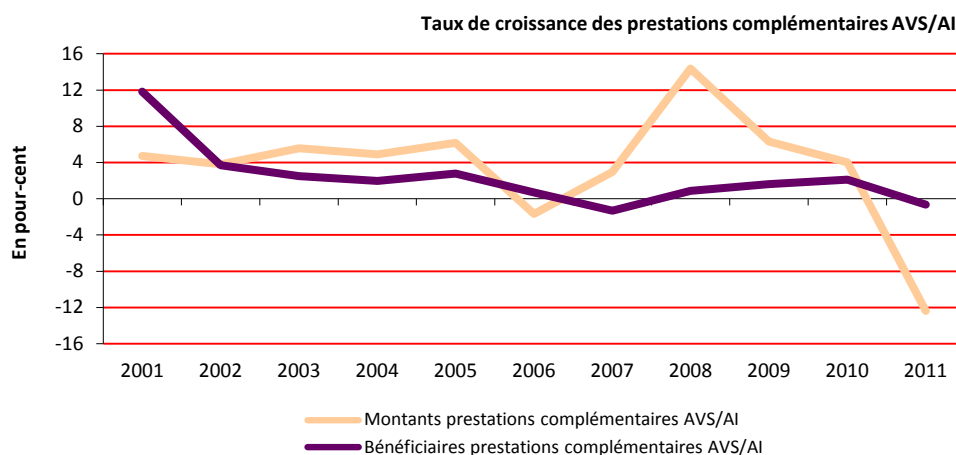
dont bénéficiaires placés durablement dans un home

Prestations complémentaires sur rentes de vieillesse	1'488	1'440	-3.23
Prest. complém. sur rentes de vieillesse extraordinaires	21	27	28.57
Prestations complémentaires sur rentes de survivants	6	4	-33.33
Prestations complémentaires sur rentes d'invalidité	197	169	-14.21
Prest. complém. sur rentes d'invalidité extraordinaires	332	334	0.60
Prest. complém. sur indemnités journalières AI	1	3	300.00
	2'045	1'977	-3.33

Le nombre des dossiers de bénéficiaires durablement placés dans un home se monte à 27.40% pour l'année 2010 et à 26.67% en 2011.

EN 2010, LE TAUX D'AUGMENTATION DU MONTANT DES PC VERSEES ETAIT DE 2.10%.

EN 2011, CE TAUX A DIMINUE DE 12.39%.



Contrôles en matière de prestations complémentaires

Contrôles internes :

Les activités de contrôles internes constituent principalement une aide à l'instruction des dossiers.

Toutes les nouvelles demandes de PC sont réceptionnées par le contrôleur PC qui recherche si les montants des rentes AVS/AI versées correspondent aux montants annoncés. Pour les demandeurs de PC/AI, le degré d'invalidité est contrôlé. Une vérification systématique des données fiscales est opérée à chaque nouvelle demande de PC. L'objectif est de dépister les variations anormales de fortune et de revenu en analysant la situation économique du requérant sur les treize années précédant le dépôt de sa demande. De plus, depuis le 1^{er} janvier 2008, l'office des impôts immobiliers et de succession nous communique toutes les avances d'hoiries enregistrées.

Ces démarches sont faites dans l'optique de déterminer s'il y a donation ou dessaisissement et le cas échéant de reprendre lesdits montants dans le calcul PC. Les investigations peuvent être longues car elles nécessitent d'importantes recherches auprès du service des contributions, du registre foncier et de l'office des impôts immobiliers et de succession. Il n'est pas possible de déterminer l'impact financier de ces démarches mais on peut affirmer qu'il n'est pas négligeable.



LES ACTIVITES DE CONTRÔLES DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES ONT GENERE UNE REPRISE DE PLUS DE 440'000 FRANCS.

Durant l'année 2011, sur requêtes des collaborateurs en charge des dossiers PC, le contrôleur a procédé à l'analyse de 25 situations liées à un problème fiscal ou immobilier et 28 dossiers représentant des situations de successions très complexes.

Par ailleurs, un contrôle de gestion administrative est fait lors de modifications des PC suite à des révisions de rentes AVS/AI. Il peut s'agir de compensations internes, suppressions de loyer suite à un placement, restitutions non demandées lors d'un décès. Au cours de l'exercice 2011, 13 dossiers ont nécessité un suivi et un montant de **Fr. 89'729.-** a pu être récupéré ou économisé pour des PC versées indûment.

Tous les décès de bénéficiaires de prestations complémentaires sont recensés. Cette démarche permet de comparer les inventaires de succession et les montants de fortune annoncés dans les dossiers, afin de voir s'il y a concordance, et le cas échéant de demander aux héritiers les montants indûment perçus. Seules les successions présentant une fortune supérieure aux déductions légales sont analysées. Ainsi 104 dossiers ont été traités et 3 ont donné un résultat positif, soit le 2.88%. Les montants récupérés auprès des héritiers représentent **Fr. 116'733.-**.

Contrôles externes :

A la demande des calculatrices de prestations complémentaires et des agences régionales AVS, 44 enquêtes ont été engagées.

Il a été notamment contrôlé si les personnes vivaient réellement à l'adresse indiquée et si la composition du ménage était exacte (éventuelle cohabitation non annoncée).

Un contrôle de la durée des séjours hors de Suisse est ponctuellement fait puisqu'un bénéficiaire de prestations complémentaires ne devrait pas séjourner, dans l'année, plus de 3 mois à l'étranger.

Dans cette catégorie, 7 dossiers se sont révélés positifs et ont engendré une économie réelle de **Fr. 44'957.-**.

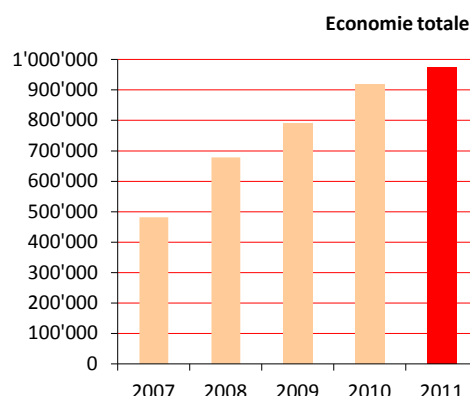
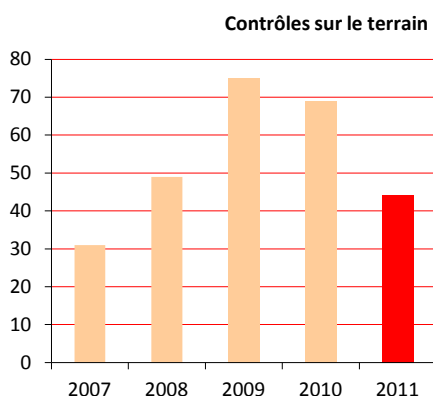
Finalement, 1087 dossiers de bénéficiaires ont été contrôlés afin de comparer avec les impôts si toutes les rentes étaient annoncées correctement. Les revenus d'activité lucrative ainsi que les modifications de fortune ont également été contrôlés et cette recherche a permis la demande de restitution ou l'économie sur le reste de l'année de **Fr. 309'882.-**.

Par ailleurs, les dossiers clos entre deux révisions périodiques, représentent en 2011 une économie de **Fr. 411'881.-**.

Statistiques :

L'ensemble des contrôles a généré une reprise de **Fr. 440'874.-**, à laquelle s'ajoute une économie réelle de **Fr. 532'308.-**.

Les contrôles internes représentent Fr. 206'462.- (21,2%) et les contrôles externes Fr. 766'720.- (78,8%).



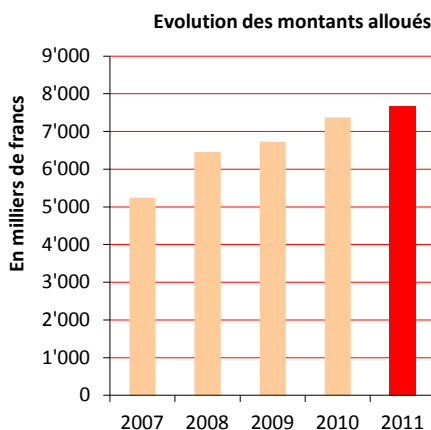


Allocations pour perte de gain

Durant l'année 2011, les décomptes d'allocations pour perte de gain (APG) ont fait l'objet d'aucune opposition. Les données statistiques 2011 se présentent comme suit :

Genres de services	Nombre de jours de service	Montant total*
Service normal	16'301	1'993'282.00
Recrue	22'971	1'466'365.20
Service d'avancement	11'810	1'400'130.55
Recrutement	673	42'743.05
Sous-officier en service long	2'425	254'997.75
Protection civile	697	90'910.85
Formation de base protection civile	616	40'125.35
Cadres/spécialistes protection civile	594	90'682.00
Jeunesse et sport	1'529	180'337.65
Service civil	12'884	1'498'726.40
Service civil recrue	9'465	604'009.65
Jeunes tireurs	3	326.40
	99'968	7'662'636.85

* y compris participation aux cotisations AVS/AI/APG/AC.

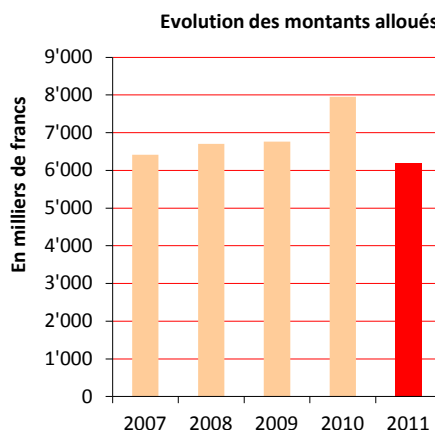


Allocation de maternité fédérale

Les décomptes d'allocations de maternité fédérales (AMAT) ont fait l'objet d'aucune opposition durant l'exercice 2011. Les données statistiques 2011 se présentent comme suit :

Nombre de jours alloués	Montant total*
51'562	6'189'995.40

* y compris participation aux cotisations AVS/AI/APG/AC.





Allocations familiales dans l'agriculture/viticulture (loi fédérale)

Les agriculteurs neuchâtelois sont toujours répertoriés en deux régions distinctes, l'une de plaine, également applicable aux viticulteurs, l'autre de montagne.

En région de plaine, les agriculteurs et viticulteurs ont bénéficié d'une allocation mensuelle de Fr. 200.- par enfant. En ce qui concerne la région de montagne, ils ont touché une allocation mensuelle de Fr. 220.- par enfant. L'octroi des allocations familiales n'est plus soumis à une limite de revenu dès le 1^{er} janvier 2008.

Une allocation de formation professionnelle d'un montant fixé à Fr. 250.- en région de plaine, augmenté à Fr. 270.- en région de montagne, est versée mensuellement pour chaque enfant, dès le 16^{ème} anniversaire et jusqu'à la fin de sa formation, mais pas au-delà de son 25^{ème} anniversaire.

Pour les travailleurs agricoles et viticoles (salariés), une allocation de ménage est également allouée, pour autant que les bénéficiaires répondent aux exigences légales.

Allocations familiales aux travailleurs agricoles et viticoles	Région de plaine	Région de montagne
Nombre de bénéficiaires	69	13
Nombre d'allocations de ménage	67	12
Nombre d'allocations pour enfant	68	24
Nombre d'allocations de formation professionnelle	36	2
Totaux des allocations versées (en francs)	305'867	67'334

Allocations familiales aux indépendants dans l'agriculture et la viticulture	Région de plaine	Région de montagne
Nombre de bénéficiaires	90	274
Nombre d'allocations enfants	133	449
Nombre d'allocations de formation professionnelle	68	183
Totaux des allocations versées (en francs)	472'934	1'629'080



Centrale de compensation (ZAS) - Compte de fonds

	2010		2011	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Cotisations AVS/AI/APG				
Amortissements de cotisations personnelles	1'342'958.15		43'235.75	
Amortissements de cotisations paritaires	352'955.55		199'692.50	
Intérêts moratoires irrécouvrables	116'394.05		28'762.30	
Intérêts rémunérateurs sur cotisations	210'147.90		111'522.35	
Cotisations personnelles		35'972'559.60		32'379'200.85
Cotisations paritaires		208'854'605.60		222'631'839.80
Indemnités en réparation du dommage		75'718.65		31'631.35
Recouvrements de cotisations personnelles amorties		44'338.90		20'204.40
Recouvrements de cotisations paritaires amorties		2'384.30		3'239.80
Intérêts moratoires sur cotisations		766'591.78		589'936.10
AVS				
Rentes ordinaires	372'612'926.00		388'131'244.00	
Rentes extraordinaires	489'440.00		605'289.00	
Allocations pour impotents	8'315'981.00		7'993'466.00	
Frais et dépens	0.00		0.00	
Taxes d'affranchissement	15'600.70		440.55	
Amortissements de prestations à restituer	12'280.62		2'329.00	
Remises de prestations à restituer	1'902.00		14'023.00	
Intérêts rémunérateurs sur prestations	7'599.00		3'031.00	
Prestations à restituer		414'583.60		383'840.15
AI				
Rentes ordinaires	74'201'428.00		73'661'064.85	
Rentes extraordinaires	17'421'969.00		18'507'191.00	
Allocations pour impotents	6'454'620.00		6'949'720.00	
Indemnités journalières	6'140'355.45		6'269'295.40	
Office AI	8'970'003.09		9'547'165.02	
Frais et dépens	96'920.15		69'028.05	
Amortissements de prestations à restituer	17'048.00		67'638.00	
Remises de prestations à restituer	65'165.85		21'115.25	
Participation aux cotisations	348'528.80		371'364.90	
Intérêts rémunérateurs sur prestations	174'256.00		158'478.00	
Prestations à restituer		406'129.65		291'538.60
Indemnités journalières à restituer		115'510.30		159'507.40
Rec. Prest. Rest. Am.		71'251.00		0.00
APG				
Allocations pour perte de gain	7'021'103.00		7'711'101.50	
Allocations de maternité	7'535'268.60		7'557'868.20	
Amortissements de prestations à restituer	844'864.45		903'240.90	
Participation aux cotisations		72'698.20		76'357.40
Prestations à restituer	7'021'103.00		7'711'101.50	
AFA				
Allocations familiales aux salariés (agriculture)	389'465.45		437'970.50	
Allocations familiales aux indépendants (agriculture)	2'373'046.00		2'165'150.00	
Amortissements de cotisations AFA aux salariés	5'000.00		0.00	
Indem. frais de gestion	41'222.00		38'603.00	
Cotisations		269'199.10		269'505.35
Indemnités en réparation du dommage		0.00		121.45
Prestations à restituer		26'883.60		4'630.00



AC	2010		2011	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Amortissements de cotisations	73'712.30		45'403.05	
Indemnités pour frais de gestion	171'801.80		183'231.20	
Cotisations		39'020'574.15		45'236'326.20
Indemnités en réparation du dommage		16'965.00		6'753.3
Recouvrements de cotisations amorties		472.15		957.55
Report en faveur du cpte courant de la Centrale	286'299'349.46		302'696'367.88	
Report à charge du cpte courant de la Centrale		518'599'615.84		533'678'054.80
Taxe CO2				
Redistribution taxe CO2 aux entreprises	2'608'201.20		1'270'524.25	
Ristourne redistribution taxe CO2 à l'OFEV via CdC		1'432.15		911.90
	791'325'371.35	791'325'371.35	835'764'556.40	835'764'556.40

Centrale de compensation (ZAS) - Bilan comptable (AVS/AI/APG/AFA/AC)

Finances	2010		2011	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	10'595.25		12'499.30	
Chèques postaux	13'485'590.27		13'575'199.22	
Comptes bancaires	657'257.07		640'192.29	
Régularisation des mouvements d'espèces	878'971.60		762'023.55	
Compensation				
*Secteur comptable 4	128'808.40		558'263.98	
*Secteur comptable 5		105'462.47		320'482.39
*Secteur comptable 9		9'997'147.81		10'427'235.69
*Secteur comptable 2		2'605'257.11		2'758'169.19
*Secteur comptable 3		2'453'355.20		2'042'291.07
AVS/AI/APG/AFA/AC				
Affiliés	30'036'464.79		35'527'876.55	
Prestations à restituer	495'625.70		532'723.55	
Créances en réparation du dommage	1'431'146.10		1'291'360.70	
Palements provisoires de rentes	19'259.00		12'800.00	
*Avoir/dettes envers le secteur comptable 1	19'897.65		0.00	
Différences sur compte courant		128'808.40		558'263.98
Compte courant Centrale de compensation		30'425'552.04		35'501'340.67
Palements en retour		13'675.05		13'122.15
Autres comptes courants créanciers		0.00		673.30
Indemnités en réparation du dommage		1'431'146.10		1'291'360.70
Palements non imputables		3'211.65		0.00
	47'163'615.83	47'163'615.83	52'912'939.14	52'912'939.14

- * Secteur comptable 1 : Finances
 Secteur comptable 2 : AVS/AI/APG/AFA/AC (Comptes de fonds)
 Secteur comptable 3 : Organes d'exécution AI
 Secteur comptable 4 : Prestations complémentaires (PC)
 Secteur comptable 5 : Caisse d'allocations familiales (ALFA)
 Secteur comptable 9 : Compte d'administration



Caisse de compensation - Compte d'administration générale caisse de compensation

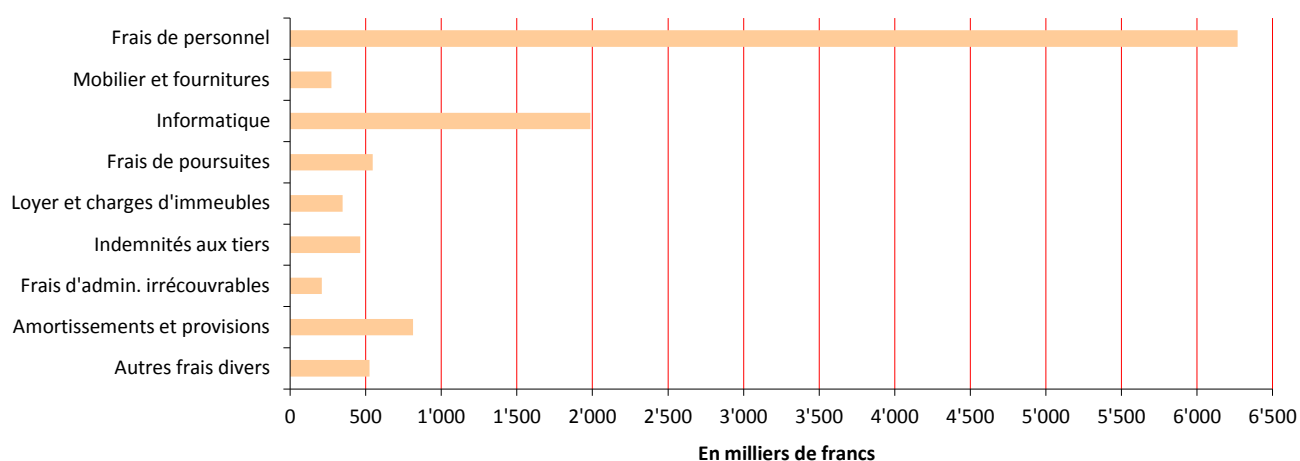
	2010		2011	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Frais de personnel	5'838'128.18		6'269'439.14	
Fournitures et mobilier de bureau	114'095.60		273'982.10	
Informatique	1'978'615.05		1'985'841.68	
Autres frais divers	249'326.40		421'198.55	
Frais de poursuites	564'921.70		545'397.75	
Loyer + charges d'immeuble	348'906.37		347'286.65	
Indemnités aux agences	300'000.00		300'000.00	
Indemnités aux administrations fiscales	161'728.00		0.00	
Cotisations retraites anticipées Etat	165'501.60		163'436.00	
Frais organe de révision externe	314'896.10		208'732.90	
Frais d'administration irrécouvrables	221'500.90		27'463.00	
Amortissements d'équipements	6'685.94		20'918.72	
Frais sur comptes courants	104'850.40		584'777.34	
Provisions moins-value sur titres	1'800'000.00		200'000.00	
Provisions investissements techniques	82'118.60		394'450.71	
Contributions aux frais d'administration		4'814'420.78		4'900'077.05
Autres contributions		147'430.28		140'118.95
Produits sur comptes courants et titres		121'987.26		121'946.96
Plus-value/moins-value comptable sur titres		104'850.40		14'777.34
Emoluments		387'882.70		465'930.27
Indemnités autres tâches		196'471.00		203'750.50
Indemnités frais d'administration ALFA		1'718'278.33		1'622'510.92
Travaux pour tiers		79'156.20		37'426.60
Indemnités frais d'administration AVS/AFA/AC/AI		981'860.40		1'795'959.25
Indemnités frais d'administration PC		1'657'199.09		1'797'900.28
Autres produits divers		24'163.25		106'170.05
Frais de poursuites récupérés		562'430.45		556'340.85
Dissolutions de provisions		1'781'120.90		391'753.06
Excédent de produits	325'976.20		411'737.54	
	12'577'251.04	12'577'251.04	12'154'662.08	12'154'662.08

Caisse de compensation - Bilan comptable

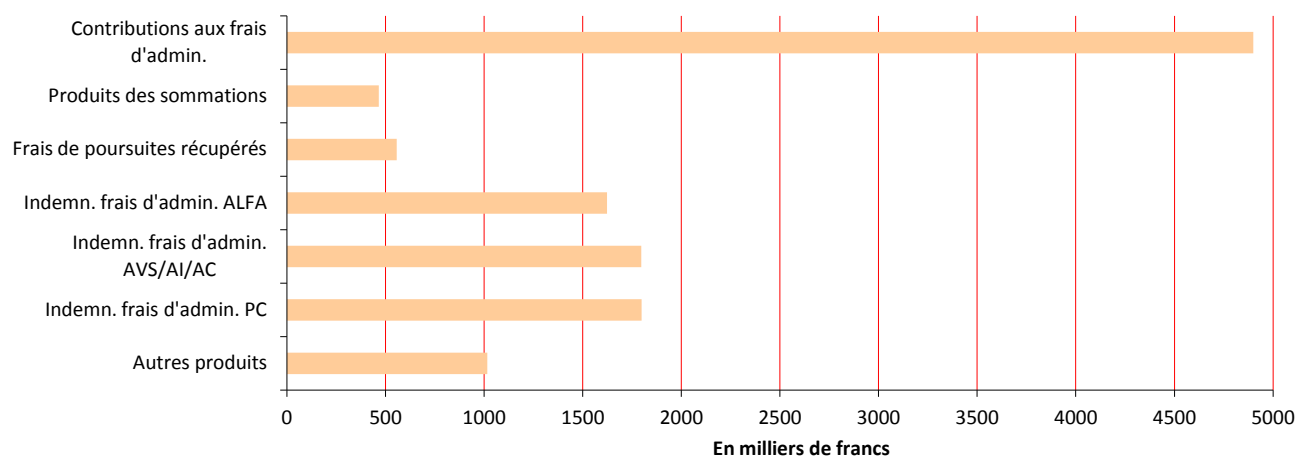
	2010		2011	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Débiteurs	1'751'954.37		2'279'251.35	
Placements	4'205'861.40		5'391'509.15	
Mobilier, machines	31'498.05		56'158.00	
Actifs transitoires	111'666.43		121'247.54	
Créanciers	2'453'355.20		2'042'291.07	
Avoir envers le secteur comptable 1		379'115.56		135'007.55
Provisions pour frais d'administration ordinaires		520'000.00		1'261'000.00
Provisions pour investissements techniques		2'685'147.00		2'885'147.00
Provisions moins-value sur titres		612'014.76		805'039.04
Passifs transitoires		27'292.00		61'759.85
Réserves générales		4'004'789.93		4'330'766.13
Bénéfice		325'976.20		411'737.54
	8'554'335.45	8'554'335.45	9'890'457.11	9'890'457.11



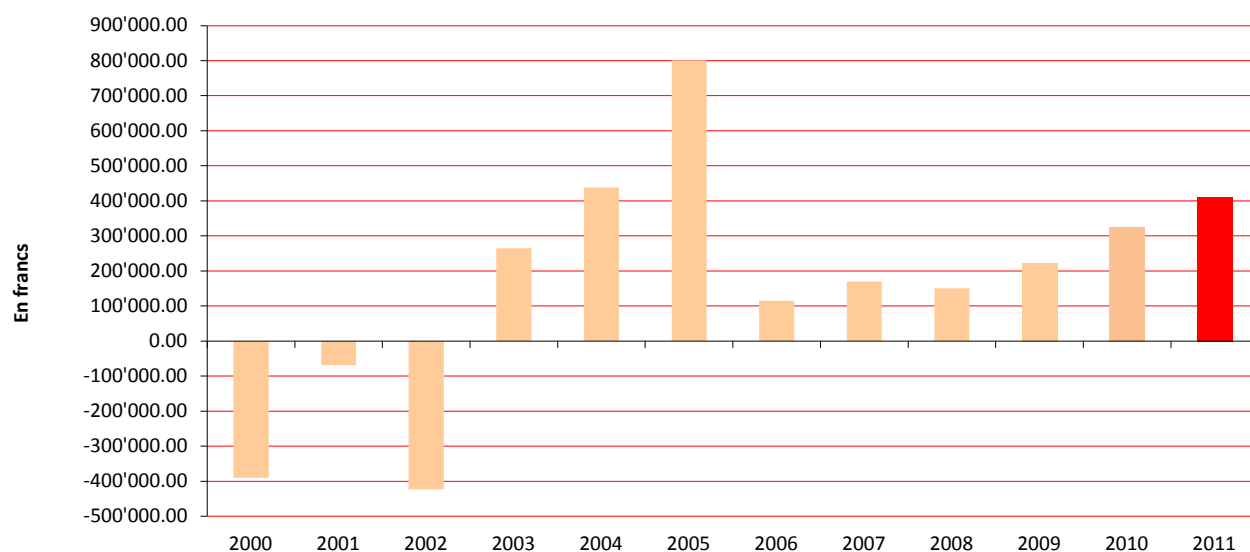
Répartition des charges 2011 par genre



Répartition des produits 2011 par genre



Evolution de la perte/du bénéfice





Prestations complémentaires (PC) - Compte de fonds

	2010		2011	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Prestations complémentaires AVS	80'807'013.00		66'599'123.00	
Frais médicaux AVS	8'167'016.00		7'341'950.00	
Amortissements de prest. complém. AVS à restituer	60'190.05		97'188.00	
Remises de prest. complém. AVS à restituer	121'347.00		74'924.00	
Prestations complémentaires AVS à restituer		1'051'819.95		2'114'036.95
Prestations complémentaires AI	42'934'354.00		41'386'632.00	
Frais médicaux AI	4'243'160.00		3'951'435.00	
Amortissements de prest. complém. AI à restituer	52'456.00		109'788.40	
Remises de prest. complém. AI à restituer	62'470.25		76'428.00	
Prestations complémentaires AI à restituer		1'239'493.75		1'688'474.20
Recouvrement de prest. complém. AI amorties		1'563.00		0.00
Subvention de la Confédération		33'245'647.00		29'635'686.00
Subvention du Canton de Neuchâtel		100'909'482.60		86'199'271.25
	136'448'006.30	136'448'006.30	119'637'468.40	119'637'468.40

Prestations complémentaires (PC) - Compte d'administration

	2010		2011	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Frais de personnel	1'151'063.34		1'198'038.64	
Fournitures et mobilier de bureau	20'783.86		22'697.85	
Informatique	167'539.25		204'583.10	
Autres frais divers	58'400.00		64'987.60	
Loyer + charges d'immeuble	65'916.84		66'013.06	
Indemnités dues à des tiers	188'320.10		185'687.23	
Intérêts du compte courant	0.00		51'223.60	
Amortissements d'équipements	5'175.70		4'669.20	
A la charge de la Confédération		1'410'465.07		1'497'420.59
A la charge du Canton de Neuchâtel		246'734.02		300'479.69
	1'657'199.09	1'657'199.09	1'797'900.28	1'797'900.28

Prestations complémentaires (PC) - Bilan comptable

	2010		2011	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Prestations à restituer	1'210'217.90		1'728'169.20	
Paiements en retour		7'685.00		5'977.00
Compte courant CCNC		11'199'680.71		12'149'427.89
Avoir envers le secteur comptable 1	9'997'147.81		10'427'235.69	
	11'207'365.71	11'207'365.71	12'155'404.89	12'155'404.89



Statut

La Caisse cantonale neuchâteloise de compensation AVS/AI/APG est chargée de l'administration de la Caisse d'allocations familiales au sens des dispositions de l'art. 2 du règlement de la Caisse cantonale de compensation pour allocations familiales du 21 décembre 1988. Cette dernière a son siège au Faubourg de l'Hôpital 28 à Neuchâtel. Elle vous présente, conformément aux dispositions de l'art. 18 du même règlement, son rapport annuel d'activités de l'exercice 2010.

Tâches

La Caisse cantonale neuchâteloise de compensation pour allocations familiales (ALFA) est chargée de l'application de la Loi sur les allocations familiales (LAFAM) du 24 mars 2006, de la Loi d'introduction du 3 septembre 2008 de la loi sur les allocations familiales fédérales (LILAFam) et des dispositions prévues dans le cadre des allocations familiales dans l'agriculture (Loi cantonale sur la promotion de l'agriculture du 23 juin 1997). En outre, elle perçoit les contributions du Fonds pour la formation et le perfectionnement professionnels (FFPP).

L'organe de révision est la fiduciaire PricewaterhouseCoopers SA, Place Pury 13, case postale 2836, 2001 Neuchâtel.

Immeubles

C'est la Régie Immobilière Offidus SA à Cortaillod qui a le mandat d'administrer l'ensemble des immeubles et appartements dont notre caisse est propriétaire, à savoir :

- immeubles locatifs à Cortaillod, rue des Pièces-Chaperon 3 et 5
- siège de la caisse à Neuchâtel, Faubourg de l'Hôpital 28 et 30 et appartements.

Quelques travaux d'entretien courant (réfection et rénovation) ont dû être entrepris dans les immeubles locatifs de Cortaillod.

Fonds pour la formation et le perfectionnement professionnels (FFPP)

Le 13 octobre 1999, entré en vigueur la Loi sur le Fonds pour la formation et le perfectionnement professionnels. Cette loi associe les caisses d'allocations familiales au fonctionnement du FFPP dans la mesure où elles sont désignées en qualité d'organe de perception des contributions y relatives (art. 7).

Par arrêté du 17 novembre 2010, le Conseil d'Etat a modifié le système de contribution au FFPP qui, dès le 1^{er} janvier 2011, est calculé en pour mille de la masse salariale, en l'occurrence 0.56 0/00 et non plus sous la forme d'un montant par employé salarié en décembre de chaque année. Ce montant est à la charge intégrale des employeurs.

LE FONDS POUR LA FORMATION ET LE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNELS PERMET DE SOUTENIR LES ENTREPRISES DANS LA FORMATION DE LEURS COLLABORATEURS.



Cotisations

Le taux des contributions est fixé à 2,1% du salaire déterminant pour l'AVS/AI/APG. Le produit des cotisations durant l'exercice 2011 s'est monté à Fr. 46'879'396.30.-.

Contrôles d'employeurs

Durant l'exercice 2011, le secteur de révision a procédé à 106 contrôles dans le domaine des allocations familiales au siège des affiliés. Des rectificatifs ont dû être établis dans 35 cas (soit le 33.01%) pour les montants suivants :

	Salaires Fr.	Contributions Fr.
Non déclarés	646'858.00	40'218.60
Déclarés à tort	149'644.00	3'150.25

Allocations familiales

Le tableau suivant donne les montants minima fixés par la Confédération et les montants versés dans notre canton :

Montants des allocations familiales		Montants Fr.
Premier enfant	Minimum fédéral: Fr. 200.00	200.00
Deuxième enfant	Minimum fédéral: Fr. 200.00	200.00
Troisième enfant et les suivants	Minimum fédéral: Fr. 200.00	250.00
Complément pour la formation professionnelle	Minimum fédéral: Fr. 50.00	80.00
Allocation de naissance		1'200.00

La situation du nombre des bénéficiaires est décrite comme suit :

PLUS DE 86% DES MENAGES ONT UN OU DEUX ENFANTS A CHARGE

Allocations familiales	2010	2011	+/- (%)
Ménages avec 1 enfant	3'818	3'914	2.51
Ménages avec 2 enfants	3'541	4'036	13.97
Ménages avec 3 enfants	929	1'132	21.85
Ménages avec 4 enfants	173	202	16.76
Ménages avec 5 enfants	19	26	36.84
Ménages avec 6 enfants	9	10	11.11
Ménages avec 7 enfants	0	1	-
	8'489	9'321	9.80
Allocations professionnelles			
Compléments allocations professionnelles	3'735	4'309	15.37
Allocations de naissance			
Allocations de naissance aux salariés	542	580	7.01
Allocations d'adoption	0	1	-
Allocations de naissance aux chômeurs	25	51	104.00
	589	632	7.30

Notre Caisse n'a pas enregistré de recours durant l'exercice 2011.



L'évolution des prestations et des contributions depuis 1995 pour les allocations familiales se présente comme suit :

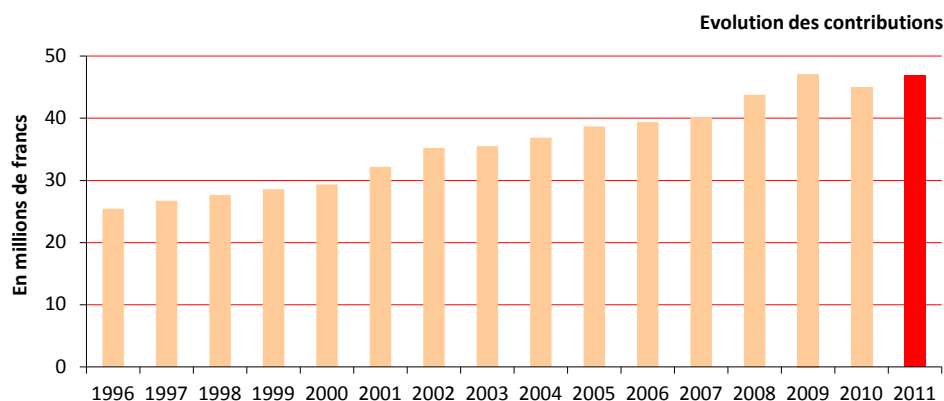
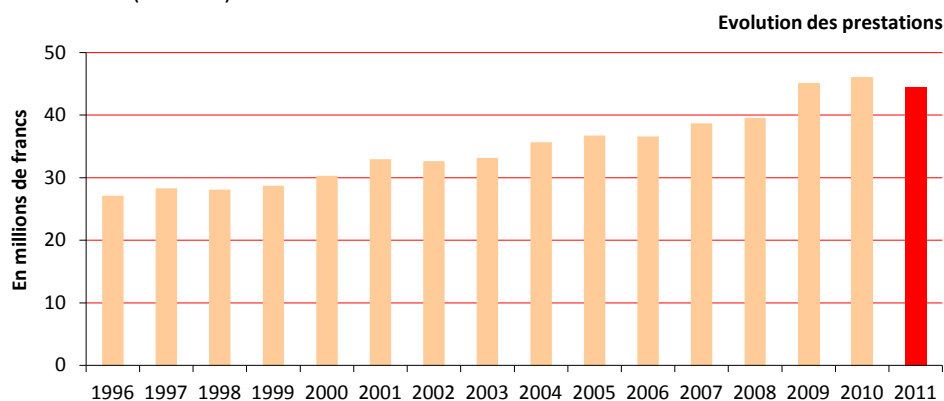
Années	Nbre de salariés	Nbre d'enfants	Prestations (en mio de francs)	Contributions (en mio de francs)
1996	7'195	13'082	27.136	25.447
1997	7'302	13'199	28.326	26.748
1998	7'646	13'811	28.093	27.665
1999	7'743	14'155	28.730	28.609
2000	7'640	13'981	30.325	29.336
2001	7'665	14'045	32.966	32.192
2002	7'566	13'752	32.678	35.244
2003	7'814	14'152	*33.191	35.543
2004	8'179	14'820	*35.694	36.860
2005	8'271	15'022	*36.737	38.675
2006	8'241	14'809	*36.610	39.395
2007	8'310	14'941	*38.710	40.175
2008	8'163	14'524	*39.571	43.773
2009	8'279	14'457	*45.074	47.136
2010	8'814	15'498	*46.135	44.981
2011	9'167	15'604	*44.409	46.879

* Y compris allocations différentielles

LES DEPENSES EN PRESTATIONS ONT PASSABLEMENT AUGMENTÉ SUITE À L'INTRODUCTION DE LA NOUVELLE LOI FÉDÉRALE SUR LES ALLOCATIONS FAMILIALES.

À la suite de la mise en service de la nouvelle plateforme informatique et de l'entrée en vigueur du RAFam (registre fédéral des allocations familiales), notre base de données CAF a été actualisée et affinée. De plus, les allocations familiales différentielles internationales ont été intégrées dans le système informatique (contrairement aux années précédentes). Ces événements majeurs ne permettent plus de connaître le montant des allocations familiales différentielles UE en application de la directive sur les accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne dans le domaine des prestations familiales, celles-ci étant englobées dans les allocations familiales cantonales, ceci dès le 1^{er} avril 2011.

Toutefois, nous avons pu obtenir le montant des allocations familiales versées à des enfants ayant un domicile à l'étranger en 2011: Fr. 1'048'560.- (dans l'Union européenne) et Fr. 6'118.- (hors UE).





Allocations familiales (ALFA) - Compte de fonds

	2010		2011	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Prestations allocations familiales (y c. alloc. naissance)	45'716'384.40		44'004'641.65	
Prestations allocations familiales différentielles	418'652.20		358'419.95	
Prestations allocations familiales "petits paysans"	12'826.60		6'420.00	
Prestations allocations familiales non-actifs	1'171'897.70		1'928'902.85	
Amortissements de cotisations et de prest. à restituer	67'155.15		40'135.35	
Cotisations allocations familiales		44'832'017.85		46'785'156.55
Cotisations allocations familiales "petits paysans"		119'980.60		11'593.90
Indemnités en réparation du dommage		17'687.70		18'218.75
Prestations à restituer		10'759.70		64'427.10
Contribution cantonale aux alloc. familiales non-actifs		1'171'897.70		1'928'902.85
Excédent de charges/recettes		1'234'572.50	2'469'779.35	
	47'386'916.05	47'386'916.05	48'808'299.15	48'808'299.15

Allocations familiales (ALFA) - Compte d'administration

	2010		2011	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Frais de personnel	1'136'569.97		1'108'124.74	
Fournitures et mobilier de bureau	1'955.00		5'084.27	
Informatique	433'871.92		373'630.77	
Autres frais divers	47'030.62		47'235.73	
Loyer + charges d'immeuble	59'313.82		59'786.71	
Indemnités dues à des tiers	34'432.00		24'084.00	
Amortissements d'équipements	5'105.00		4'564.70	
Refacturation frais d'administration alloc. non-actifs		125'000.00		125'000.00
Produits immeuble Hôpital 28, Neuchâtel		199'800.00		199'800.00
Produits immeuble Hôpital 30, Neuchâtel		117'720.00		117'720.00
Produits immeubles Pièces-Chaperons 3-5, Cortaillod		290'871.10		292'613.40
Produits placements des capitaux		216'357.20		193'947.64
Dissolution des provisions		208'030.92		265'898.25
Charges immeuble Hôpital 28, Neuchâtel	19'798.55		35'721.50	
Charges immeuble Hôpital 30, Neuchâtel	5'158.80		8'474.00	
Charges immeubles Pièces-Chaperons 3-5, Cortaillod	27'795.70		60'776.20	
Amortissements immeuble Hôpital 28, Neuchâtel	33'074.00		33'074.00	
Amortissements immeuble Hôpital 30, Neuchâtel	21'600.00		21'600.00	
Amort. immeubles Pièces-Chaperons 3-5, Cortaillod	100'000.00		48'000.00	
Provisions moins-value sur titres	0.00		599'672.80	
Moins-value sur titres	208'030.92		271'254.01	
Frais de gestion + droit de garde	11'764.55		13'462.88	
A la charge du fonds allocations familiales		987'721.63		1'519'567.02
	2'145'500.85	2'145'500.85	2'714'546.31	2'714'546.31



Allocations familiales (ALFA) - Bilan comptable

	2010		2011	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Compte de chèques postaux	146'105.56		1'332'280.67	
Comptes bancaires	210'699.82		1'493'032.95	
Impôts anticipés	65'380.86		48'530.61	
Débiteur Offidus SA	0.00		26'949.00	
Débiteur allocations familiales non-actifs	193'130.50		111'752.80	
Actifs transitoires	66'351.97		46'478.35	
Affiliés ALFA	1'685'389.55		2'037'213.60	
Prestations à restituer	13'258.40		31'362.65	
Affiliés FFPP	0.00		96'488.60	
Titres	7'896'305.97		7'974'010.90	
Compte à terme fixe	1'790'000.00		500'000.00	
Immeuble Hôpital 28, Neuchâtel	2'297'508.40		2'264'434.40	
Immeuble Hôpital 30, Neuchâtel	1'766'000.00		1'744'400.00	
Immeubles Pièces-Chaperons 3-5, Cortaillod	4'077'000.00		4'029'000.00	
*Avoir envers le secteur comptable 1 ALFA	2'605'257.11		2'447'457.54	
*Avoir envers le secteur comptable 1 FFPP	0.00		310'711.65	
Créanciers FFPP		34'896.95		435'860.35
Provisions moins-value sur titres		1'091'969.08		1'425'743.63
Passifs transitoires		0.00		334.80
Créanciers Offidus SA		3'569.50		0.00
Fonds de réserves		23'904'246.74		21'681'952.61
Bénéfice/Perte	2'222'294.13			950'212.33
	25'254'880.69	25'254'880.69	24'494'103.72	24'494'103.72

Le fonds de réserves au 1^{er} janvier 2012 se monte à Fr. 22'632'164.94.



adresse
fbg de l'hôpital 28
case postale 2116
2001 neuchâtel

téléphone
032 889 65 01
e-mail
ccnc@ne.ch

fax
032 889 65 02
web
www.caisseavsne.ch